

Parti gabonais du progrès/Trois questions au Secrétaire national à l'organisation...

... Jean-Claude Mihindou Boucka : "Nous n'irons pas aux Législatives de manière dispersée"

Propos recueillis par C.O.
Libreville/Gabon

Le Progressiste est également revenu sur la situation du parti. Notamment sur le travail fait sur le terrain pour que cette formation politique fondée par le défunt Pierre-Louis Agonjo Okawe retrouve son lustre d'antan.

L'union. Le Parti gabonais du progrès (PGP) a récemment fait sa rentrée politique à la Chambre de commerce de Libreville. Quelles sont les différentes thématiques que vous avez traitées ?

Jean-Claude MIHINDOU BOUCKA : nous avons abordé la thématique du combat qui se mène à l'heure actuelle autour de Monsieur Jean Ping et la Coalition pour la nouvelle République. Nous en avons parlé parce que depuis plus d'un an, nous sommes dans une situation très litigieuse. Une situation difficile. Le fonctionnement était également à l'ordre du jour. Car, il est nécessaire qu'il soit vu et connu de tout le monde. A la suite de cette rentrée politique, nous sommes allés au siège national, afin de tenir une assemblée générale. Il fal-

lait entretenir les militants venus des neuf provinces et qui ont assisté à la rentrée politique, des lignes directrices du parti. Ce d'autant plus que ce sont eux qui assurent la responsabilité dans les coordinations provinciales.

Le PGP qui fut l'un des plus grands partis de l'opposition dans les années 1990 semble fébrile aujourd'hui. Concrètement, qu'envisagez-vous pour retrouver votre lustre d'antan ?

- Vous nous trouvez en réunion, en train de prendre des décisions très importantes. Premièrement, le bureau national doit faire un redéploiement sur tout le territoire gabonais. Parce qu'il faut que les militants nous voient. A partir de ce moment, il est question de mettre sur pied les structures locales. Deuxièmement, nous avons fait état du problème des élections législatives à venir. Ce sujet est en réflexion, parce que nous savons que la Coalition pour la nouvelle République autour de M. Jean Ping est en train de réfléchir sur cette thématique.

Justement, certains partis, membres de cette Coalition font le tour du Gabon depuis quelque temps pour annoncer leur participation aux Législatives à venir. C'est le cas du "Rassemblement Héri-



Photo : Chris Oyame

Le président du PGP, Joseph Benoît Mouity Nzamba (g) et le Secrétaire national à l'organisation, Jean-Claude Mihindou Boucka.

tage et Modernité" et "Les Démocrates". Quelle est la position du PGP sur la question ?

- La position du PGP est que nous faisons partie d'une coalition. C'est vrai que chacun peut réfléchir dans son couloir. Mais aujourd'hui, nous avons des amis qui tiennent bon et qui nous invitent à la réflexion, pour ne pas aller aux élections de manière dispersée. C'est pour cela que la réflexion

est toujours en cours. Et nous continuons de prendre un maximum d'informations pour tenir le bon bout, afin de savoir si nous allons aux élections. Est-ce que nous allons en groupe dans le cadre de la Coalition ou pas ? C'est la question que nous nous posons tous les jours. Aujourd'hui, nous disons que le PGP est en train de reprendre ses marques. C'est vrai qu'à un moment, nous étions secoués par un certain nombre de problèmes causés par des gens qui nous ont mis des bâtons dans les roues. Là, nous

avons enregistré l'adhésion de nombreux nouveaux militants. Nous programmons d'aller faire un travail de fond sur le terrain et qui va certainement être porteur. Nous disons aux militants impatients - comme vous savez, les Gabonais n'aiment pas trop attendre et ils ont raison - que nous allons encore attendre avant de décider définitivement.

Opposition

Moukagni Iwangou s'attaque au gouvernement

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Au cours d'une récente sortie, le président fondateur de Union et solidarité (US), - parti de l'opposition radicale -, a décelé "l'incapacité" de l'équipe gouvernementale à honorer ses engagements à l'endroit des populations.

LE président du parti "Union et solidarité" (US), Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a pointé un doigt accusateur vers le gouvernement. C'était, lors de ses vœux à la Nation. Occasion pour lui de s'appesantir sur les raisons de la rupture entre le gouvernement et le peuple gabonais. A en croire l'ancien cadre de l'Union du peuple gabonais (UPG), le gouvernement a « clairement échoué dans la capacité à travailler au bonheur quotidien du peuple, et la volonté de préparer l'avenir. » Jean de Dieu Moukagni Iwangou partage l'idée selon laquelle le développement du pays est arrimé au sort du Plan de relance de l'économie (PRE). Pour lui, ce plan, articulé en 11 objectifs, est « l'expression d'une politique largement essoufflée, qui manque de moyens propres pour construire le pays, au point de s'en remettre à la précarité d'une aide, octroyée par le Fonds moné-

taire international, pour combler notre déficit de trésorerie, et régler sur le court terme, des questions d'urgence. » Et d'ajouter que « le PRE n'a aucune vocation à engager un programme de développement (...) »

Le président de US en veut pour preuve, les grèves à répétition dans tous les secteurs de l'administration gabonaise, les arriérés de salaires dans certaines entreprises, etc. Toutes choses qui ont conduit M. Moukagni Iwangou à déduire que « la prospérité partagée promise aux Gabonais au titre du dernier septennat reste un échec. »

Évoquant le deuxième aspect, celui de la volonté de préparer l'avenir du peuple, il s'est référé au feu président Omar Bongo Ondimba. Sur cette question, indique-t-il, « on doit savoir gré à Omar Bongo d'avoir engagé en 1988, après le Botswana, la deuxième expérience en Afrique, dans la création d'un fonds souverain. Alimenté par les excédents de recettes, ce fonds souverain a été placé sous la gestion du Fonds gabonais d'investissement stratégiques (FGIS). »

Au regard de tout ce qu'il considère comme des échecs, la rupture entre les populations et les membres du gouvernement est ainsi justifiée. Aujourd'hui, affirme l'un

des alliés de Jean Ping, « ce gouvernement qui a échoué et s'est exposé à la sanction du peuple, refuse de comprendre que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. »

Toutefois, cette sortie tonitruante de Moukagni Iwangou peut surprendre, et suscite de nombreuses interrogations chez certains observateurs de la vie publique. Tant la pratique qui consiste à brandir systématiquement le

bâton peut laisser croire que tout cela relève d'une simple stratégie d'appels du pied à l'endroit de ceux qu'il critique aujourd'hui. D'ailleurs, certains dans son camp ne manqueront pas de rappeler à celui qui a été ministre d'Etat, le temps d'une nuit, avant un rétro-pédalage mémorable le lendemain, que celui qui a bu boira. La souprière étant toujours en place. Là où il l'avait abandonnée à la surprise générale.



Photo : M.A.M./L'Union

Moukagni Iwangou, lors d'une précédente sortie.

du 1er Décembre 2017 au 31 Janvier 2018

NOS PRIX BAISSENT
FAITES VOTRE CHOIX

MAZDA CX5 Ma 20 500 000 FCFA	RENAULT KOLÉOS 21 500 000 FCFA	PICK UP JMC 17 500 000 FCFA	JMC CONVEY 17 500 000 FCFA
--	--	---------------------------------------	--------------------------------------

SODIM TP est représenté à Port-Gentil et Franceville par GESPARC

sodim tp BP 506 - LIBREVILLE - T : (241) 01 79 28 45 - 06 63 83 73 - 07 14 01 58
email : sodim.tp@groupe-sogafric.com - www.sodimtp.com

Nous construisons l'avenir **SOGAFRICE**